



Élections européennes 2024 : quelle Europe sociale voulons-nous ?

« Pour survivre, y compris dans l'immédiat, l'Europe a un besoin vital d'une vraie dimension sociale, dans le cadre d'une démocratie vivante et authentique et d'une solidarité croissante autant entre les pays qui la composent qu'à l'intérieur de chacun d'entre eux »¹.

L'avenir de l'Union se joue, aujourd'hui et plus que jamais, sur le front de sa dimension sociale. C'est ce qui ressort de la nouvelle publication éditée par Réalités du dialogue social compilant les témoignages de 15 partenaires sociaux français et européens à l'aube des élections européennes 2024. À la lecture, une réalité s'impose : pour assurer sa survie et son unité, l'Europe doit embrasser une vraie perspective communautaire sur le plan social. Et la mandature qui se termine a apporté des avancées significatives, selon les partenaires sociaux. Pour autant, ces derniers demeurent vigilants quant à la poursuite de cette dynamique, de la transposition des mesures européennes à l'échelon national, des conditions pour faire vivre le dialogue social européen et de la capacité collective à relever les défis sociaux engendrés par les bouleversements inédits et concomitants sur les plans géopolitique, démographique, écologique et numérique.

La parole est donnée aux partenaires sociaux : tour d'horizon

I. LE BILAN DE LA MANDATURE 2019-2024

POUR L'EUROPE SOCIALE

Il est jugé positif tant par les employeurs que les représentants syndicaux. Malgré un contexte exacerbé par les crises multiples, l'UE s'est emparée de sujets sociaux et a légiféré pour améliorer le quotidien des citoyens. En ce sens, l'adoption des directives sur le salaire minimum et sur la transparence salariale marquent des avancements concrets. Des changements ont aussi été réalisés sur le devoir de vigilance des entreprises et sur les droits des travailleurs des plateformes numériques. Les représentants interrogés saluent la réponse apportée à la crise Covid. En effet, l'UE a su mettre en place des mécanismes financiers innovants tels que SURE ou NextGenerationEU, ce qui démontre une volonté d'assurer la protection des travailleurs et des entreprises. Cependant, des points de vigilance sont mis en exergue :

- ☉ **Des débats houleux** ont existé, notamment sur des questions sensibles telles que le salaire minimum ou encore le télétravail et le droit à la déconnexion pour lesquels les partenaires sociaux n'ont pu aboutir à un accord à l'issue de leur négociation.
- ☉ **La difficulté de transposer les textes adoptés** par les États membres révèle les lacunes dans l'harmonisation au sein de l'Union. Les organisations syndicales saluent les initiatives prises tout en soulignant l'importance d'une cohérence accrue dans les transpositions nationales des directives.

II. DES PRIORITÉS AXÉES SUR L'ANTICIPATION DES MUTATIONS

En réponse aux transitions écologique et numérique et aux changements démographiques, le projet européen doit viser le plus juste équilibre entre le social et l'économique au travers de 3 priorités exprimées par les partenaires sociaux.

1 > Il ne suffit plus de réagir aux transformations du marché du travail, mais il est crucial de les anticiper pour permettre des conditions de travail décentes et stables. La lutte contre la précarité, à travers la régulation des droits des travailleurs des plateformes numériques, ainsi qu'une proposition d'encadrer les stages pour protéger les situations d'emploi vulnérables, sont au cœur des objectifs des syndicats de salariés. En outre, tant ces derniers que les représentants des entreprises se saisissent des risques psychosociaux (RPS) et des troubles musculosquelettiques (TMS) comme des sujets importants pour assurer le bien-être des travailleurs, dans un environnement en renouvellement constant.

2 > La nécessité de combler le déficit de main-d'œuvre et de compétences ne cesse de s'amplifier. Elle implique une refonte stratégique de l'éducation, des investissements substantiels dans la formation continue et une augmentation de l'interopérabilité des compétences. Elle incombe de garantir l'employabilité tout particulièrement de celles et ceux les plus éloignés du marché du travail (comme par exemple les femmes).

3 > Défendre la compétitivité, comme cadre nécessaire à l'Europe sociale, est rappelé, tout particulièrement par les représentants des entreprises. Les normes ne doivent pas constituer un frein à l'efficacité économique, mais comme un élément essentiel pour assurer des emplois et une croissance durable. Il est demandé de ne pas surréglementer et de respecter la diversité des modèles sociaux mais aussi les spécificités des petites entreprises qui constituent l'essentiel du tissu économique.

III. LE DIALOGUE SOCIAL EUROPÉEN : UN PILIER DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA COHÉSION

Le dialogue social européen est un élément central de coordination entre les institutions européennes et les citoyens. Jugé constructif - l'accord sur le numérique est salué par tous – il demande néanmoins à être renforcé et à bénéficier de ressources adéquates.

Son action est particulièrement reconnue au niveau sectoriel mais elle se trouve entravée par la réduction des moyens mis à disposition des partenaires sociaux par la Commission européenne depuis plusieurs années. **Il apparaît crucial que les organisations syndicales d'employeurs et de salariés bénéficient des conditions pratiques et financières nécessaires pour mener à bien leur mission et contribuer ainsi pleinement à l'édification du projet européen.**

IV. CE QUI EST ATTENDU DES PARLEMENTAIRES EUROPÉENS

- ☉ **Il est jugé essentiel de sauvegarder les avancées sociales lors de la prochaine mandature 2024-2029.** En protégeant l'essor des politiques prises, les parlementaires doivent veiller à ce que les intérêts de tous les acteurs soient représentés. Côté entreprises par exemple, soutenir la compétitivité de l'Europe, assurer sa souveraineté et son autonomie stratégique dans la mesure où les objectifs sociaux ne seront atteints que si le cadre économique le permet.
- ☉ **Il est demandé la pleine intégration des partenaires sociaux dans les processus de décision** pour des mesures sociales fortes et la protection des citoyens. L'Europe sociale est ainsi présentée comme l'instrument clé pour faire barrage à la montée des nationalismes.

«Ce livret incarne un véritable appel à l'action citoyenne et à la participation démocratique, rappelant l'importance de préserver les valeurs européennes et l'esprit de l'Europe voulue par Jacques Delors. Si les partenaires sociaux y concourent, ce sont bien les parlementaires qui devront les porter au cœur des institutions européennes. Nous espérons sincèrement que cette édition 2024 saura vous inspirer, vous informer et vous inciter à prendre part activement aux débats et élections qui définiront notre avenir commun. Il nous tenait à cœur d'y contribuer et, en donnant la parole aux partenaires sociaux, de promouvoir le dialogue social européen, fidèle à la vocation de notre Association »².

2. Jean-Yves Petit, président de Réalités du dialogue social – Edito du Livret – Avril 2024

LES ENTRETIENS

(Liste classée par ordre alphabétique des organisations)

Les partenaires sociaux français

1. Béatrice Lestic – CFDT,
2. Anne-Catherine Cudennec – CFE-CGC,
3. Anne Chatain – CFTC,
4. Mohamed Lounas – CGT,
5. Béatrice Brisson – CPME,
6. Branislav Rugani – FO,
7. Anne Vauchez – Medef,
8. Michel Picon – U2P,
9. Rachel Brishoual – UNSA.

Les partenaires sociaux européens

1. Maxime Cerutti – BusinessEurope,
2. Maxime Legrand – CEC European Manager,
3. Isabelle Schömann – Confédération Européenne des Syndicats,
4. Nayla Glaise – Eurocadres,
5. Guillaume Affelat – SGI-Europe,
6. Véronique Willems – SMEunited.

TÉLÉCHARGEZ LE LIVRET

Réalités du dialogue social · 219 bd Saint-Germain · 75007 Paris
+33 (0)1 40 64 72 00 · secretariat@rds.asso.fr · www.rds.asso.fr

